

Pièce P-38

Communiqué de presse du directeur général des
élections – 18 mars 2010 – Deux cas dans l’actualité
amènent le DGE à rappeler son plan d’action en
matière de vérification du financement des partis
politiques

Deux cas dans l'actualité amènent le DGE à rappeler son plan d'action en matière de vérification du financement des partis politiques

18 mars 2010

Québec, le 18 mars 2010 – Le directeur général des élections du Québec, Me Marcel Blanchet souhaite faire le point sur deux éléments de l'actualité ayant retenu son attention. Il s'agit des affirmations de l'ancien ministre de la justice, M. Marc Bellemare, à l'effet qu'il détient des renseignements pertinents au sujet du financement du Parti libéral du Québec. Le second cas sur lequel souhaite réagir le DGE concerne les recherches effectuées par le parti Québec solidaire au regard de certaines firmes de génie-conseil et des contributions versées par certains de leurs dirigeants.

Dans des entrevues accordées à des médias d'information, Marc Bellemare a affirmé que « toute l'industrie de la construction cotise de façon significative aux coffres du Parti libéral du Québec ». Au moment où il a pris connaissance de cette déclaration, le DGE a entrepris des démarches afin de rencontrer M. Bellemare. Ce dernier n'ayant pas retourné les appels des enquêteurs de l'institution, la décision a été prise à l'effet qu'une assignation soit signifiée à M. Bellemare dans les meilleurs délais. « J'entends poser tous les gestes requis pour obtenir de M. Bellemare qu'il nous fasse part des informations pertinentes auxquelles il fait référence dans les médias » a déclaré Marcel Blanchet.

Concernant les recherches effectuées par Québec Solidaire portant sur les contributions politiques que certains dirigeants de firmes de génie-conseil auraient faites, le DGE entreprendra des confirmations expresses auprès des donateurs identifiés ainsi qu'auprès des principaux dirigeants des firmes visées. D'emblée, il est important de mentionner que les liens allégués entre les contributions versées et l'octroi de contrats n'entrent pas dans la juridiction du Directeur général des élections. En outre, en dépit du fait que la façon de présenter les contributions par Québec solidaire laisse sous-entendre qu'elles proviennent de personnes morales, il n'en demeure pas moins que les dirigeants des entreprises pointées par le parti sont aussi des citoyens. À ce titre, s'ils sont électeurs, il leur est permis de verser des contributions aux différents partis politiques dans la mesure où elles sont faites personnellement, volontairement, sans contrepartie ni compensation et qu'elles n'ont pas fait l'objet d'un quelconque remboursement.

Le DGE saisit donc cette occasion où il réagit sur deux cas particuliers pour faire le point sur son plan d'action structuré en matière de vérifications législatives. Il est à noter qu'une vérification législative comprend à la fois une vérification financière et une vérification de la conformité des opérations avec la Loi électorale et les directives émises par le Directeur général des élections. Vous trouverez donc ci-dessous un texte faisant le point sur le plan d'action du DGE.

– 30 –

Source : ● Cynthia Gagnon
Responsable des relations de presse
418 644-3320 ou 1 888 870-3320
cgagnon@dgeq.qc.ca



**LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC**

Allégations publiques portant sur le financement des partis politiques

Actions et gestes posés par le Directeur général des élections (DGE)

Le contexte

Le député de Mercier, monsieur Amir Khadir, a avisé le DGE qu'il entendait présenter le 18 mars 2010 une motion sans préavis à l'Assemblée nationale pour réclamer : « Que l'Assemblée nationale demande formellement au Directeur général des élections du Québec d'instituer une enquête sur le financement des partis politiques provinciaux afin de faire la lumière sur les allégations de pratiques douteuses liées au financement des partis et de restaurer la confiance du public ». Les représentations faites par monsieur Khadir s'ajoutent à un étalement d'autres allégations de toutes sortes portant sur le financement des partis politiques.

Il y a lieu de préciser, d'entrée de jeu, qu'une décision avait déjà été prise par le DGE afin de rencontrer monsieur Marc Bellemare au regard des propos que ce dernier a tenus à des médias d'information à l'effet que « toute l'industrie de la construction cotise de façon significative aux coffres du Parti libéral du Québec ». Subséquemment, le DGE entend poser les gestes requis à la suite de cette rencontre avec monsieur Marc Bellemare.

Des vérifications déjà entreprises par le DGE

Pour ce qui est des déclarations publiques faites par les ministres mesdames Julie Boulet et Michellé Courchesne ainsi que par monsieur Norman MacMillan concernant le financement du Parti libéral du Québec par des entreprises, il y a lieu de préciser que des enquêteurs du DGE ont déjà rencontré ces trois ministres et que des vérifications législatives ont déjà été entreprises le 10 mars dernier, pour les années 2008 et 2009, auprès de l'instance de Lavolette, circonscription de madame Julie Boulet et que celles pour l'instance de Papineau, circonscription de monsieur Norman MacMillan, débuteront mercredi prochain le 24 mars. Les vérifications pour l'instance de Fabre, circonscription de madame Michelle Courchesne, commenceront sous peu.

Une vérification législative comporte à la fois une vérification financière et une vérification de la conformité des opérations avec la Loi électorale et les directives émises par le Directeur général des élections.

Un plan d'action structuré : une priorité pour le DGE

Au-delà des vérifications législatives ciblées pour les instances précitées, le DGE a mis en place un plan d'action structuré visant l'intensification de la vérification législative de plusieurs instances des partis politiques provinciaux. En fait, la vérification législative d'au moins 20 % des instances autorisées des partis politiques provinciaux est actuellement prévue, ce qui peut représenter près de 100 instances. La vérification des instances sera répartie en proportion des contributions recueillies par chacun de ces partis. À cet effet, des ressources supplémentaires sont déjà prévues au budget du DGE. Les années 2008 et 2009 sont visées par de telles vérifications. Il faut savoir que 40 % à 60 % des contributions politiques versées aux partis proviennent d'activités politiques organisées par les différentes instances des partis.

Des mandats particuliers de vérification de la conformité des opérations au niveau de la permanence des partis politiques avec la Loi électorale et les directives émises par le DGE auront également lieu au cours du prochain exercice financier 2010-2011.

De tels mandats de vérification s'inscrivent dans le cadre du devoir que la Loi électorale (LE) confère au DGE (article 487 de la LE) de vérifier si les partis, instances d'un parti, députés indépendants et candidats se conforment aux dispositions de la loi et d'examiner les rapports financiers de ceux-ci.

Les vérifications effectuées portent essentiellement sur :

- La tenue des registres comptables
- Les revenus de contributions politiques
- Les revenus provenant d'activités politiques
- Les autres revenus, emprunts et cautionnements
- Les dépenses en général
- Les éléments d'actifs et de passifs

La conformité des divers actes imposés par la loi au représentant officiel d'un parti ou d'une instance de parti

Sans dévoiler en détail tous les procédés de vérification, il y a lieu de préciser, notamment, que la vérification des contributions politiques fera l'objet d'une attention très particulière, et ce, par l'examen des pièces justificatives suivantes : les reçus de contribution, les certificats de solliciteurs et les bordereaux de dépôt. De même, des lettres de confirmation expresse seront transmises auprès de plusieurs donateurs choisis par échantillonnage. Toute vérification effectuée par le DGE fera l'objet d'une déclaration par le principal dirigeant de l'entité politique, généralement par le représentant officiel et, dans le cas du parti, par son directeur général.

Un engagement de rendre compte

Le DGE s'engage à rendre compte aux partis politiques ainsi qu'à la population, des résultats qui se dégageront des mandats de vérification précités. Advenant que des lacunes importantes soient constatées, le DGE aura la capacité d'approfondir ces problématiques et les mécanismes d'enquête dont dispose le DGE seront alors mis en application.

Confirmation expresse par les donateurs

Pour ce qui est des recherches que le parti Québec solidaire a effectuées au regard de certaines firmes de génie-conseil, le DGE procédera à l'envoi de confirmations particulières et expresses auprès de tous les donateurs identifiés de même qu'auprès des principaux dirigeants de ces firmes. Bien que cette façon de présenter certaines contributions politiques laisse sous-entendre que celles-ci puissent provenir de personnes morales, il n'en demeure pas moins que les personnes concernées sont d'abord des citoyens et qu'à ce titre, s'ils sont électeurs, il leur est permis de faire des contributions aux partis politiques en autant que, conformément à l'esprit de la loi, leur contribution soit faite personnellement, volontairement, sans contrepartie ni compensation et qu'elle n'a pas fait ou ne fera pas l'objet d'un quelconque remboursement.

Le rôle du DGE est de s'assurer que seuls des électeurs contribuent aux partis politiques ou leurs instances et par ailleurs, il est important de préciser qu'il n'est pas du ressort du DGE de commenter l'obtention de contrats gouvernementaux accordés à des firmes.

La concentration de plusieurs contributions politiques versées par des employés d'une même personne morale peut laisser croire que cette personne morale soutient indirectement mais de façon significative un parti politique en particulier. À ce titre, ce genre de situation doit faire l'objet d'un meilleur encadrement en prenant des moyens appropriés pour éviter que notre système québécois de financement des partis politiques perde toute sa crédibilité et devienne une pure fiction. Ce qu'il faut davantage enrayer, c'est l'impression que la population peut ressentir sur le système actuel à l'effet qu'il ne fonctionne plus.

Propositions du DGE pour renforcer la loi

Le DGE a déjà proposé, dans son mémoire qu'il a déposé à la Commission des institutions au regard du projet de loi 78, que tout donateur devrait dévoiler, lors du versement d'une contribution, le nom et les coordonnées de l'entreprise ou de la société dont il est membre ou employé. Bien que non sans faille, le traitement de ces renseignements permettrait au DGE d'effectuer des recoupements pour éventuellement découvrir s'il y a un lien entre plusieurs donateurs provenant du même employeur ou de la même société ayant contribué à un même parti politique.

Un autre moyen pourrait consister à exiger de tout donateur qu'il remette une déclaration attestant que son don est fait à même son patrimoine personnel et que celui-ci est fait volontairement, sans compensation ni contrepartie et qu'il n'a pas fait l'objet d'un quelconque remboursement. Ainsi, il serait plausible de croire qu'un employé ou membre d'une société puisse refuser de se prêter à une démarche illégale qui lui serait proposée. À tout le moins, une attestation pourrait être exigée pour les contributions importantes, par exemple, celles dépassant un montant de 500 \$. Une telle mesure aiderait non seulement le DGE, mais aussi les partis politiques, à s'assurer que les contributions soient faites en conformité avec la loi et surtout l'esprit de la loi. La bonne foi des électeurs doit encore se présumer sinon le système actuel où seuls des électeurs peuvent contribuer à des partis politiques devra nécessairement et sérieusement être remis en question.

Finalement, tout en souscrivant aux objectifs du projet de loi 78, le DGE a déjà recommandé plusieurs autres amendements contenus dans le mémoire qu'il a déposé à la Commission des institutions, lesquels permettraient de renforcer davantage l'application des règles actuelles et d'améliorer le régime de financement. Ces propositions sont disponibles sur le site Web du DGE.

Un des changements les plus importants dans notre recherche de solution afin de sauvegarder la confiance des électeurs envers le système de financement politique consiste à implanter un système de crédit de reconnaissance à la démocratie. Cette idée avait d'ailleurs fait consensus au sein du Groupe de réflexion sur le financement des partis politiques, lequel était alors composé de membres de tous les partis politiques représentés à l'Assemblée nationale. Un tel système permettrait au DGE d'être au cœur du processus de financement des partis, de veiller à l'application des règles établies et ainsi de contrer, dans la mesure du possible, les difficultés d'application qui sont encore observables. De cette façon, nous visons à renforcer l'intégrité du processus de financement des partis en priorisant des approches de sensibilisation, de prévention, de mobilisation, de responsabilisation et d'imputabilité.

Direction du financement des partis politiques
Directeur général des élections
Le 18 mars 2010

Catégories : Provincial, Financement provincial